

Brochure n° 3193

**Convention collective nationale**  
**BÂTIMENT**  
IDCC : 1596. – **Ouvriers**  
**(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)**

ACCORD DU 13 DÉCEMBRE 2010  
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2011  
(AUVERGNE)  
NOR : ASET1150091M  
IDCC : 1596

Entre :  
La FFB Auvergne ;  
La FLB SCOP BTP Auvergne ;  
La CAPEB Auvergne,  
D'une part, et  
La CGT-FO BTP ;  
La CFDT Auvergne,  
D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies le 13 décembre 2010. Il a été décidé, par accord, d'augmenter les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Auvergne à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2011.

**Article 2**

Les parties signataires ont arrêté au 1<sup>er</sup> janvier 2011 la partie fixe à 387,43 € et la valeur du point à 5,96 €, sauf la position 150 qui est établie à 1 369,58 €.

Elles ont fixé le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après.

(En euros.)

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau I Ouvriers d'exécution : – position 1 – position 2	150 170	1 369,58 1 400,63	9,03 9,23
Niveau II Ouvriers professionnels	185	1 490,03	9,82
Niveau III Compagnons professionnels : – position 1 – position 2	210 230	1 639,03 1 758,23	10,81 11,59

CATÉGORIE PROFESSIONNELLE	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL MINIMAL (35 heures hebdomadaires)	TAUX HORAIRE minimal
Niveau IV			
Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
– position 1	250	1 877,43	12,38
– position 2	270	1 996,63	13,16

### Article 3

Conformément aux articles L. 2231-6, L. 2262-1, L. 2262-8, D. 2231-2, D. 2231-3, D. 2231-7 et D. 2231-8 du code du travail, la présente décision sera déposée à la direction des relations du travail à Paris et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Clermont-Ferrand. Une extension de cet accord sera demandée.

Fait à Clermont-Ferrand, le 13 décembre 2010.

(Suivent les signatures.)